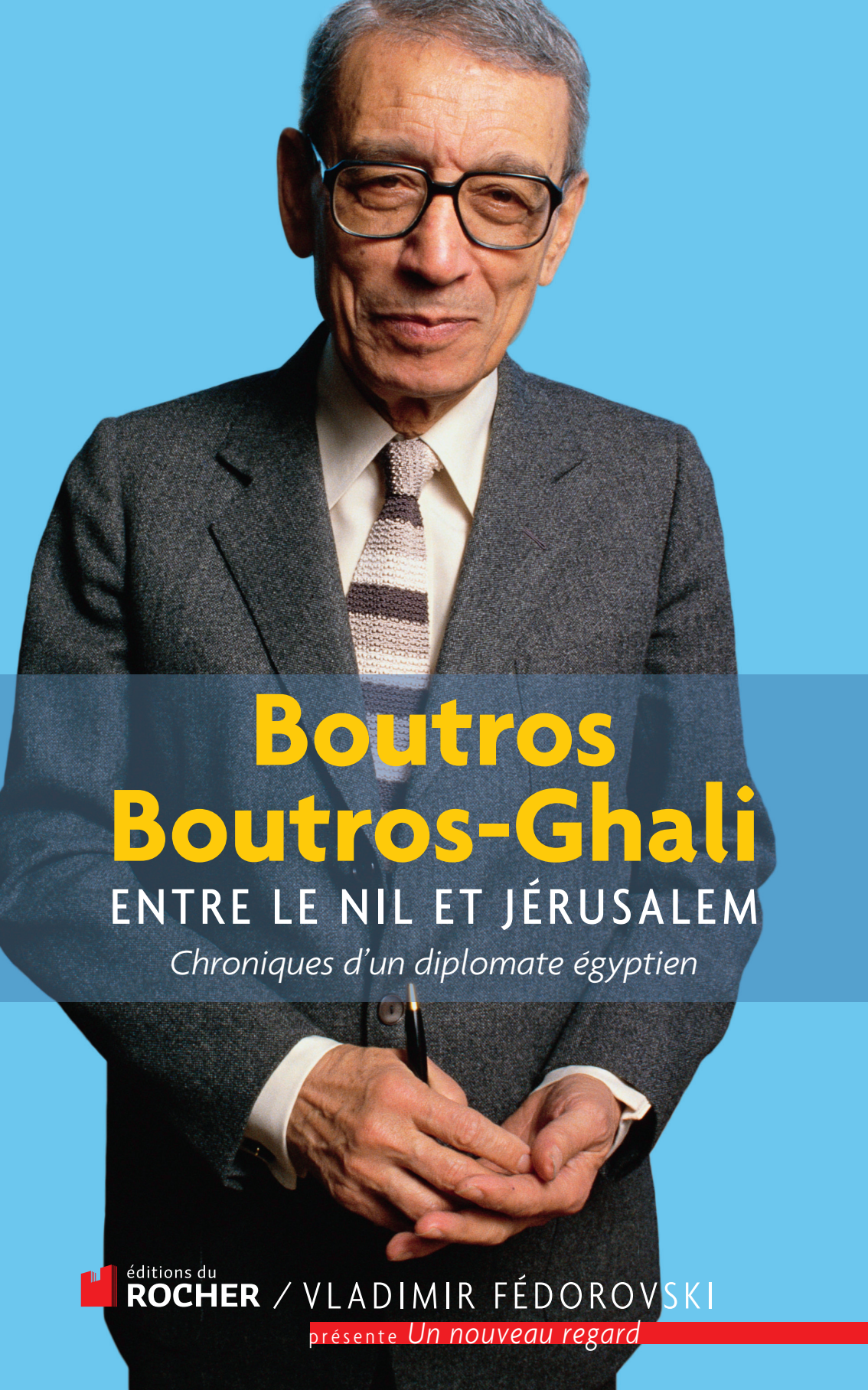


A portrait of Boutros Boutros-Ghali, an elderly man with grey hair and glasses, wearing a dark suit, white shirt, and a patterned tie. He is holding a pen in his hands. The background is a solid light blue.

Boutros Boutros-Ghali

ENTRE LE NIL ET JÉRUSALEM

Chroniques d'un diplomate égyptien



éditions du

ROCHER

/ VLADIMIR FÉDOROVSKI

présente *Un nouveau regard*

ENTRE LE NIL ET JÉRUSALEM

DU MÊME AUTEUR

- *Le Chemin de Jérusalem*, éditions Fayard, Paris, 1997 (Prix Méditerranée).
- *Mes années à la maison de verre*, éditions Fayard, Paris, 1999.
- *Démocratiser la mondialisation - Entretien avec Yves Berthelot*, éditions du Rocher, Paris, 2002.
- *Paix, développement, démocratie: trois agendas pour gérer la planète*, éditions Pédone, Paris, 2002.
- *Émanciper la Francophonie*, éditions L'Harmattan, Paris, 2002.
- *En attendant la prochaine lune – Carnets 1997-2002*, éditions Fayard, Paris 2004.
- *60 ans de conflit israélo-arabe – Témoignages pour l'histoire, avec Shimon Perès*, éditions Complexe, Bruxelles, 2006.

BOUTROS BOUTROS-GHALI

Entre le Nil et Jérusalem

*Journal d'un diplomate égyptien
1981-1991*

Collection « Un nouveau regard »
dirigée par Vladimir Fédorovski

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés pour
tous pays.

© Éditions du Rocher, 2011.

ISBN : 978-2-268-07046-9

ISBN pdf : 978-2-268-00315-3

Sommaire

Avant-propos	9
1981	27
1982	39
1983	71
1984	125
1985	165
1986	199
1987	239
1988	287
1989	335
1990	387
1991	425
Conclusion	459

Avant-propos

Cet ouvrage est fondé sur des notes prises au jour le jour et couvre la période qui va de la mort du président Sadate, le 6 octobre 1981, à ma prise de fonction en tant que secrétaire général des Nations Unies, le 1^{er} janvier 1992.

Ces notes sont bien sûr incomplètes. Il m'est arrivé souvent d'omettre des événements importants et parfois de consacrer de longs commentaires à des détails secondaires. En les mettant en forme des années plus tard, je n'ai cherché ni à gommer ce qui devait apparaître, avec le temps, comme des erreurs d'appréciation, ni à masquer mon ignorance de certains faits. Les événements, les sentiments, ont été fidèlement retranscrits et peuvent par-là même sembler décousus mais ils permettront, je l'espère, aux historiens de demain d'analyser la politique étrangère de l'Égypte que j'ai dirigée durant dix ans sous l'autorité du président Hosni Moubarak, en collaboration avec différents Premiers ministres et différents collègues des Affaires étrangères.

S'il y a une continuité entre la diplomatie du président Sadate et celle du président Moubarak, il y a une différence dans la manière qu'ils ont eue de la conduire. Autant Sadate était téméraire, prêt à jouer son va-tout, autant Moubarak était prudent, se refusant à prendre le moindre risque pour son pays. Le contexte géopolitique dans lequel ils sont intervenus différait lui aussi. Le président Sadate a dû s'imposer à l'intérieur même du régime, gérer une défaite militaire humiliante, entreprendre une nouvelle guerre et imposer son initiative de paix à une opinion nationale sceptique et à une opinion panarabe hostile. Le président Moubarak, fort du consensus obtenu dès le début de son mandat,

a dû affronter le blocus du monde arabe et mener à terme le processus de paix. Il a été par ailleurs confronté à une conjoncture internationale nouvelle, issue de la décolonisation, de la fin de la guerre froide, de l'affaiblissement du non-alignement et de la domination d'une unique superpuissance.

J'ai eu le privilège de servir deux grands hommes d'État, convaincus de l'importance de la politique étrangère, parce que convaincus du destin de l'Égypte comme leader du monde arabo-africain et comme principal acteur de la politique tiers-mondiste.

Si je suis reconnaissant au président Sadate de la confiance qu'il m'a témoignée en me demandant de l'accompagner à Jérusalem, je suis également reconnaissant au président Moubarak de celle qu'il m'a accordée durant une décennie diplomatique, et de l'aide précieuse qu'il m'a apportée pour mon élection au poste de secrétaire général des Nations Unies.

Mais c'est surtout la passion considérable que je nourris pour cette terre, pour ma terre, baignée par le fleuve-dieu, qui m'a aidé à surmonter les vicissitudes de dix années de vie diplomatique et à m'acquitter de mes responsabilités au service des principaux objectifs de la politique étrangère égyptienne entre 1981 et 1991. On pourrait les résumer ainsi : soutien au peuple palestinien et par conséquent à l'OLP, et maintien des rapports de normalisation avec Israël malgré ses agressions ; intégration avec le Soudan en dépit de son conflit avec le Sud ; présence égyptienne en Afrique et appui à la deuxième phase de décolonisation ; reprise des relations diplomatiques avec les pays arabes ; relance du non-alignement affaibli par la fin du colonialisme et le rapprochement entre l'Est et l'Ouest ; rapports postcoloniaux avec le monde occidental.

Il m'a semblé intéressant, enfin, dans cet avant-propos, de lire le présent et de prédire l'avenir à la lumière du passé. J'ai donc tenu à faire suivre l'analyse de chacun des objectifs développés ci-dessous d'un regard actuel et sans concession qui montre, notamment, que les pays en voie de développement ont beaucoup de difficultés à assurer le suivi de leur politique. Que cette inconstance soit due à l'accélération du temps économique et social, qu'elle soit due aux conséquences d'une décolonisation récente,

ou encore au manque de maturité de nos institutions nationales, ne suffit pas à justifier ce manque de suivi qui reste une caractéristique de la politique étrangère des pays du Sud. Une constante mérite néanmoins d'être soulignée : les relations particulières entretenues avec l'unique superpuissance.

1) Soutien au peuple palestinien

Le soutien de l'Égypte au peuple palestinien a été une opération extrêmement difficile à mener, Yasser Arafat et l'OLP ayant fêté l'assassinat de Sadate comme une victoire de la résistance palestinienne. Par ailleurs, les négociations menées avec les Israéliens sur l'autonomie de la Palestine piétinaient et demeuraient artificielles dans la mesure où ni les Jordaniens ni les Palestiniens n'y participaient. Nous défendions leur absence en déclarant régulièrement à la presse que « le jour où nous obtiendrions des résultats tangibles, les Palestiniens et les Jordaniens participeraient aux négociations ». Nous laissions entendre aussi que nous étions en contact discret avec les leaders palestiniens. Mais la grande majorité des pays arabes dénonçaient le caractère fictif de ces négociations, destinées selon eux à camoufler l'accord bilatéral égypto-israélien et l'abandon de la cause palestinienne par l'Égypte. Ils affirmaient enfin que ces négociations cesseraient lorsque les troupes israéliennes se seraient retirées du Sinaï. L'implantation de nouvelles colonies de peuplement en Cisjordanie et à Gaza ne démontrait-elle pas la mauvaise foi dont étaient entachées ces négociations ?

C'est la rencontre entre le président Moubarak et Yasser Arafat le jeudi 22 décembre 1983, au palais de Koubeh, qui a permis de sceller la réconciliation entre l'Égypte et l'OLP. Yasser Arafat, vaincu, avait dû fuir Beyrouth et avait besoin du soutien de l'Égypte s'il voulait trouver provisoirement refuge au Yémen. L'Égypte, généreuse et magnanime, oubliant les insultes et les offenses que lui avaient infligées Arafat, lui offrit une assistance, essentiellement politique, pour les années qui allaient suivre.

Quel est aujourd'hui le rôle de la diplomatie égyptienne, alors que Yasser Arafat a disparu et que le front palestinien s'est scindé en deux camps ennemis qui se disputent la gestion du territoire? Elle tente, comme l'a fait auparavant l'Arabie saoudite, de réconcilier ces deux autorités concurrentes, mais sans succès. Rien n'est plus difficile qu'une réconciliation entre frères ennemis. J'en ai personnellement fait l'expérience avec l'African National Congress (ANC) et le Pan Africanist Congress (PAC) en Afrique du Sud, avec le Front Uni pour un Cambodge neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC) et les Khmers rouges au Cambodge, ou encore avec les Marocains et les Sahraouis. Cela me conduit à penser que le Front palestinien est appelé pour longtemps encore à rester divisé, et donc affaibli. Une faiblesse qui ne peut que servir et renforcer le radicalisme israélien. Je ne vois d'autre solution que la création d'un État unique arabo-israélien, dans lequel les colons juifs constitueront une minorité active au sein de la majorité palestinienne. L'Israélo-Palestine ne sera pas sans rappeler alors l'Afrique du Sud au lendemain de l'apartheid. Encore faut-il que se lèvent un Nelson Mandela palestinien et un De Klerk israélien, animés du courage, de l'imagination et de la générosité qui permettront de donner vie à ce nouvel État, tout en surmontant les intégrismes croisés qui continuent de dominer l'imaginaire de ces deux peuples ennemis.

2) Maintien des rapports de normalisation avec Israël

L'assassinat du président Sadate devait susciter une grande crainte en Israël et une crise de confiance à l'égard de la politique du nouveau président. Dès le 6 octobre 1981, lors des funérailles de Sadate, le général Kamal Hassan Ali et moi-même avons mis sur pied un plan d'action pour rassurer les Israéliens et les convaincre que le président Moubarak poursuivrait la politique de son prédécesseur.

Quelques semaines seulement après la disparition de Sadate, nous avons reçu au Caire une délégation israélienne conduite par Yosef Burg et composée notamment d'Ariel Sharon et de Moshe

Nissim, afin de poursuivre les pourparlers sur l'autonomie de la Palestine. Le président Moubarak a reçu cette délégation le 12 novembre 1981, dressant un tableau optimiste des relations entre l'Égypte et Israël. Le ton extrêmement cordial et libre de son discours, par ailleurs parfaitement maîtrisé, lui a permis d'établir un climat de confiance qui allait faciliter nos rapports de normalisation avec les Israéliens.

Ce climat de confiance sera très tôt ébranlé par l'échec des pourparlers sur l'autonomie de la Palestine et la volonté des Israéliens de ne faire aucune concession aux Palestiniens. Cela mit fin aux efforts de la diplomatie égyptienne pour lier le retrait des troupes israéliennes du Sinaï à celui des territoires palestiniens occupés. L'arrêt définitif de ces pourparlers, l'implantation de nouvelles colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie et à Gaza, la composition de la force multinationale au Sinaï et enfin le tracé de la frontière à Taba furent autant de sources de tension entre l'Égypte et Israël. Afin de prévenir au mieux ces tensions et d'éviter également un éventuel retard dans le retrait des troupes israéliennes du Sinaï, nous sommes allés rencontrer les Israéliens, le 15 mars 1982 à Tel-Aviv et le 19 avril à Jérusalem. De retour, au Caire je présentai un rapport assez pessimiste au président Moubarak, convaincu que les Israéliens prolongeraient, au-delà des délais fixés, leur présence militaire au Sinaï. Le général Kamal Hassan Ali partageait mes craintes.

Nous nous sommes trompés. Les Israéliens se sont retirés du Sinaï à la date prévue, le 26 avril 1982, à l'exception toutefois du territoire de Taba où avait été construit un hôtel israélien. Il faudra de longues négociations et la mise en place d'une commission d'arbitrage en septembre 1986 pour qu'Israël évacue la totalité du Sinaï, conformément au jugement rendu par la commission en septembre 1988, et qui stipulait que le territoire de Taba faisait partie intégrante de l'Égypte.

L'agression israélienne contre le Liban ranimera la paix froide entre l'Égypte et Israël.

Si la paix froide a dominé les relations égypto-israéliennes durant ces dernières décennies, l'agression israélienne contre

Gaza entre décembre et janvier 2009 a attisé le fondamentalisme, non seulement en Égypte, mais aussi dans l'ensemble du monde islamique. Ce cadeau offert par les militaires israéliens aux fondamentalistes arabes n'est pas fait pour favoriser la normalisation des relations entre l'Égypte et Israël. On peut néanmoins penser que les efforts de la diplomatie égyptienne pour promouvoir la réconciliation entre Gaza et la Cisjordanie, et pour contribuer à l'institutionnalisation d'une trêve israélo-palestinienne, permettront de préserver cette paix froide avec Israël et d'éviter qu'elle ne se transforme en une guerre froide.

3) Intégration avec le Soudan

Le Soudan faisait partie intégrante de l'Égypte depuis sa conquête par Mohamed Ali qui unifia ainsi le pays pour la première fois de son histoire. En 1881, la sédition gronde, emmenée par un fondamentaliste, le « Mahdi », qui s'empare de Khartoum en 1885 malgré la résistance que lui opposa le général britannique Gordon Pacha, passé au service de l'Égypte et nommé gouverneur du Soudan. La puissance mahdiste régna sur une partie du Soudan jusqu'en 1898, date à laquelle le maréchal Kitchener, à la tête d'une armée anglo-égyptienne, parvint à reconquérir le Soudan après avoir écrasé les troupes du Mahdi. Un condominium anglo-égyptien fut établi par la convention du 19 janvier 1899, signée par mon grand-père Boutros Ghali Pacha, qui maintenait la présence militaire égyptienne au Soudan. En octobre 1951, le roi Farouk abrogea la convention passée avec la Grande-Bretagne et se proclama roi d'Égypte et du Soudan. Quelques mois plus tard, il était destitué par un groupe de jeunes officiers. Le premier coup porté par la Grande-Bretagne à ces derniers fut d'assurer l'indépendance du Soudan en un temps record, sans commune mesure avec les attermoissements que l'Égypte avait pu connaître pour sa propre indépendance. L'objectif de Londres était de couper le cordon ombilical entre Le Caire et Khartoum alors que la politique égyptienne aurait

souhaité établir une fédération égypto-soudanaise. Cela dit, la confrontation militaire avec Israël accapara le nouveau pouvoir aux dépens de la création d'une fédération ou d'une union entre l'Égypte et le Soudan. Et l'union éphémère entre Le Caire et Damas (1958-1961) accentuera encore la priorité donnée au Machreq arabe au détriment du Soudan.

Après plusieurs coups d'État militaires, le général Nemeyri s'empara du pouvoir en 1971, ouvrant ainsi une nouvelle ère de coopération égypto-soudanaise. La création d'un Haut-Conseil de l'intégration puis celle du Parlement Wadi el-Nil, composé de parlementaires égyptiens et soudanais, ont constitué autant d'étapes pour une meilleure coopération entre nos deux pays. Le coup d'État d'avril 1985 contre le président Nemeyri entama cette collaboration institutionnelle entre Le Caire et Khartoum, malgré les efforts personnels du président Moubarak pour promouvoir les rapports entre les deux pays : qu'il s'agisse de sa présence à Khartoum lors des festivités du vingt et unième anniversaire de l'indépendance du Soudan, des visites de hauts responsables soudanais au Caire – celle du Premier ministre Sadek el-Mahdi, celle du président du Conseil de la souveraineté Ahmed el-Marghani –, de la signature d'un accord de fraternité entre Le Caire et Khartoum en 1987 ou encore de la visite de Moubarak en mars 1988.

Le coup d'État du 1^{er} juillet 1989 mit fin au gouvernement civil de Sadek el-Mahdi et porta au pouvoir le général Omar Béchir. La guerre éclata entre Khartoum et les sudistes sous le commandement de John Garang. Autant d'événements qui ont marginalisé l'intérêt du Caire pour Khartoum.

En conclusion, ni Nasser, ni Sadate, ni Moubarak ne sont parvenus à établir une véritable intégration entre Khartoum et Le Caire. De la même manière, ni Nemeyri, ni Sadek el-Mahdi, ni Omar Béchir ne sont arrivés à trouver une solution pacifique au conflit entre le Nord et le Sud du Soudan.

Et pourtant il faut mentionner ici nos efforts communs pour créer une Commission internationale du Nil. Ce fleuve de 6671 kilomètres, le plus long du monde, ne disposait pas, à l'instar du Danube et du Rhin en Europe, ou du Mékong en Asie,

d'une institution chargée de coordonner les intérêts de ses différents États riverains, tant en matière de navigation, d'irrigation que d'électrification. J'eus donc le projet de créer un groupe des pays riverains du Nil qui dans un premier temps devait sensibiliser l'opinion à l'importance d'une telle commission. C'est ainsi que naquit le groupe *Undugu* – *undugu* voulant dire fraternité en swahili. J'ai dans ce cadre obtenu la participation de la majorité des États riverains à une série de réunions qui se sont tenues à Khartoum en 1983, à Kinshasa en 1984 et 1987, au Caire en 1985, 1988 et 1990, à Addis-Abeba en 1991. J'ai également obtenu la participation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et de la Commission économique pour l'Afrique à certaines de ces réunions. Je suis parvenu à m'adjoindre l'appui précieux de mon ami et collègue Maher Abaza, ministre égyptien de l'Électricité, qui convia ses homologues des pays riverains du Nil à venir discuter au Caire, en 1990 et 1991, d'une coopération destinée à produire de l'électricité à partir de barrages sur le Nil et à coupler nos différents réseaux électriques.

Malgré ces différentes réunions, ce projet qui me tenait à cœur s'est soldé par un échec total. À cela plusieurs raisons : tout d'abord le fait que les ministres africains chargés des problèmes de l'eau avaient une vision à court terme ; que par ailleurs ils se méfiaient d'une initiative émanant d'un pays situé en aval du Nil et premier consommateur, en volume, des eaux du fleuve. S'ajoutaient à cela les relations conflictuelles entre les riverains du fleuve : entre le Soudan et l'Éthiopie qui aidait les sudistes chrétiens et animistes contre les musulmans du Nord ; entre le Rwanda dominé par les Hutus, et l'Ouganda qui abritait des réfugiés tutsis, entre Nairobi et Dar es-Salam...

En Égypte, le débat sur les problèmes de l'eau n'a que peu progressé. L'intervention des Nations Unies ou de l'OUA, ou encore l'élaboration d'un plan Marshall – comme l'avait proposé la conférence sur la politique et la technologie de l'eau en Afrique, tenue au Caire en juin 1990 – constituaient autant d'initiatives qui n'ont donné aucun résultat et qui auraient mérité d'être renouvelées et approfondies.

En ce début de troisième millénaire, l'intégration avec le Soudan est passée au rang des utopies, dans l'indifférence de l'opinion publique égyptienne. À cela, plusieurs facteurs. Le fait, tout d'abord, que la politique de l'Égypte et sa diplomatie, dominées par l'imaginaire militaire et quatre guerres difficiles et lourdes de conséquences, se sont focalisées sur le Sinaï et la Palestine. Le fait, ensuite, que le Soudan anglo-égyptien a cessé d'exister le jour de 1922 où la Grande-Bretagne a imposé que les troupes égyptiennes se retirent du Soudan. Toutes les tentatives de rapprochement et de synergie menées depuis lors, tant à l'époque de Sadate que de Moubarak, sont restées sans lendemain. On en est resté au stade des cérémonies protocolaires, sans jamais envisager d'actions qui puissent véritablement permettre de formaliser et concrétiser une union entre les deux États riverains du Nil.

L'émission d'un mandat d'arrêt par la Cour pénale internationale (CPI) contre l'actuel président fondamentaliste du Soudan, Omar el-Béchir, pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre au Darfour, la probable sécession du Sud et du Darfour peuvent laisser penser que l'on assistera, à l'instar de ce qui s'est passé en Yougoslavie, à une balkanisation du Soudan en trois ou peut-être quatre États. Or la diplomatie égyptienne est restée passive durant tout ce processus de délitement. Le Caire n'a rien entrepris pour tenter de remédier à ces conflits tribaux, et n'a même rien fait pour se préparer à une éventuelle partition du Soudan et aux conséquences qu'elle entraînerait : délimitation de nouvelles frontières, nouvelle répartition des revenus du pétrole, déplacements de population, émigration de réfugiés en Égypte. Nous aurions pu anticiper et former des diplomates aux langues des tribus du Sud, des techniciens susceptibles d'entrer en contact avec les dirigeants de ces nouveaux États, même s'il est vrai que nous n'avons pas les moyens financiers de les soutenir.

Et pourtant le Soudan aurait pu être à l'Égypte ce que le *Far West* a été à l'Amérique ou la Sibérie à la Russie. Il faudra sans doute des décennies de labeur, de détermination et de conciliation pour que se réalise l'intégration des riverains et des bénéficiaires des eaux du Nil.

4) Présence égyptienne en Afrique

Si les rapports entre Le Caire et Khartoum sont restés bien en deçà des potentialités qu'ils auraient pu offrir, la présence égyptienne en Afrique a été un succès, grâce notamment à l'assistance fournie aux différents mouvements de libération durant les années de décolonisation.

Entre 1981 et 1991, le président Moubarak s'est rendu dans une dizaine de capitales africaines et a reçu en visite officielle au Caire une vingtaine de chefs d'État africains. Ces rencontres au sommet, outre leur dimension symbolique forte, ont permis de favoriser les rapports politiques, économiques et culturels entre les États africains.

Durant la même période, j'ai tenu à multiplier les tournées en Afrique, visitant une trentaine de capitales, soit pour remettre au chef de l'État un message du président Moubarak, soit pour présider les travaux des commissions bilatérales de coopération, soit encore pour mettre en place de nouvelles commissions. Une soixantaine de conventions de coopération ont été conclues entre Le Caire et les différents pays africains, et j'ai reçu la visite officielle d'une trentaine de collègues. La participation de l'Égypte aux sommets de l'OUA, à ceux de la Francophonie et aux sommets France-Afrique a favorisé les rencontres entre chefs d'État et responsables africains et ont créé des liens d'amitié qui sont souvent plus importants que les liens institutionnels.

La création en 1980 d'un fonds pour la Coopération technique en Afrique a permis l'envoi de médecins, d'enseignants, d'ingénieurs et de militaires dans maints pays africains, mais aussi la formation d'officiers de police, d'infirmiers, de pilotes, de diplomates africains dans les instituts et les universités égyptiennes. Cette présence politique de l'Égypte en Afrique et son assistance technique sont ainsi venues prolonger, sur la voie de la reconstruction, l'engagement qui avait été le sien en faveur de la décolonisation. En outre, en se tournant vers l'Afrique, l'Égypte contrebalançait l'isolement politique que lui avaient imposé les États arabes après la visite de Sadate à Jérusalem en 1977.

Après vingt ans d'activisme en Afrique, la présence égyptienne n'est plus qu'un souvenir. Pourquoi cette absence et ce repli ? L'Égypte n'a pas su rebondir après le rôle politique, diplomatique et militaire qui avait été le sien dans les mouvements d'indépendance. Elle n'a pas su accompagner l'évolution de ces nouveaux États émancipés. Et une fois l'Afrique libérée, une fois la nouvelle génération de dirigeants arrivée au pouvoir, l'assistance de l'Égypte est passée aux pertes et profits de l'Histoire.

La fin du non-alignement, au lendemain de la guerre froide, a également contribué à ce désengagement dans la mesure où l'Égypte avait la possibilité et la volonté, en tant que chef de file de ce mouvement, de nouer des relations étroites avec les principaux États africains qui étaient ou se disaient non-alignés.

Il ne faut pas sous-estimer, enfin, une forme de lassitude de la diplomatie égyptienne face à des conflits intra-étatiques persistants et à une stagnation du développement sur le continent africain, mais aussi l'émergence d'une volonté chez les Africains de prendre en mains la résolution de leurs problèmes.

De nouveaux super-États ont aujourd'hui investi le continent africain : la Chine, le Brésil, l'Inde. Et l'Égypte qui avait su coexister avec les anciens colonisateurs – la France, la Grande-Bretagne, le Portugal – doit se préparer à coexister avec les nouveaux superacteurs. Il lui reste une opportunité de revenir en Afrique à travers la création d'une communauté des États riverains du Nil. Navigation, irrigation, électrification pourraient constituer autant de grands projets qui permettraient une association avec l'Afrique de l'Est, et plus largement avec le reste du continent.

5) Reprise des rapports politiques avec les pays arabes

À l'exception de trois pays – le Soudan, la Somalie et Oman – les rapports diplomatiques de l'Égypte avec tous les États arabes ont été rompus. Ces derniers ont même obtenu l'expulsion de l'Égypte de la Ligue arabe, dont le siège a été transféré du Caire

à Tunis, ainsi que de la Conférence islamique. Et ils ont bien failli obtenir son exclusion de l'OUA et du Mouvement des non-alignés à Cuba en 1979. Ce boycott était avant tout diplomatique puisque la main-d'œuvre égyptienne a pu continuer de travailler sans trop de difficultés dans ces différents pays, avec lesquels les rapports économiques et commerciaux étaient maintenus. C'est dire combien la reprise des relations politiques avec les États arabes a été un objectif important de la diplomatie égyptienne durant cette période. Il s'agissait pour l'Égypte de pouvoir retrouver son leadership dans le monde arabe et d'entraîner ces États dans la recherche d'une solution au problème palestinien.

Cet objectif a été en grande partie atteint : l'isolement diplomatique de l'Égypte n'a duré que quelques années et ne l'a pas empêchée de retrouver son rôle de chef de file du monde arabe. Elle fut réintégrée au sein de la Conférence islamique en 1987 et de la Ligue arabe en 1989. Et un an après, en 1990, Le Caire accueillait à nouveau le siège de cette organisation. Cela étant, avec le recul, même si la Ligue arabe continue de symboliser l'unité arabe – et les peuples ont besoin de symboles, vivant parfois grâce aux symboles – il n'en demeure pas moins que cette organisation a mal traversé le temps.

Si les conflits arabes n'ont pas vraiment su mobiliser l'opinion publique égyptienne (guerres civiles au Liban, au Yémen, en Somalie, au Soudan, conflit du Sahara occidental), la forte émigration égyptienne dans les pays arabes – Libye, Jordanie, Irak, principautés du Golfe – a conduit la diplomatie à s'intéresser à cette diaspora et à la protéger, elle qui génère un revenu équivalent à celui du canal de Suez, soit plus de deux milliards de dollars.

Il n'en demeure pas moins que le grand rêve de l'unité arabe, qui enflammait l'élite égyptienne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est mort. Bien plus, l'envolée du prix du pétrole et du gaz a créé une nouvelle fracture au sein du monde arabe entre les nouveaux riches et les anciens pauvres.

Reste que l'Égypte demeure la mère du monde arabe, une mère, certes, qui se désintéresse un peu de ses enfants, mais des

enfants qui, par ailleurs, ont grandi et ont cessé d'avoir besoin d'une mère.

6) Renouveau du non-alignement

L'Égypte a commencé à jouer un rôle à l'échelle planétaire avec le percement du canal de Suez au XIX^e siècle qui fut, par ailleurs, à l'origine du non-alignement ou du neutralisme. En effet, le canal de Suez ne pouvait être accepté par la communauté internationale que s'il était ouvert à tous les États. La convention de Constantinople de 1888 stipulait clairement : « Le canal maritime de Suez sera toujours libre et ouvert, en temps de guerre comme en temps de paix, à tout navire de commerce ou de guerre sans distinction de pavillon... » La neutralité de l'Égypte sera maintenue durant la Première et la Seconde Guerre mondiale. L'Égypte ne déclarera une guerre défensive contre l'Allemagne et le Japon qu'à la fin du conflit, en 1945, pour s'assurer de pouvoir participer à la conférence de San Francisco. Mais la nouvelle architecture du neutralisme égyptien ne prendra forme qu'à partir du début de la guerre froide.

Le Mouvement des non-alignés est né en juillet 1956 lors de la rencontre de Brioni entre Nasser, Nehru et Tito. L'étape suivante fut franchie avec la tenue d'une conférence préparatoire au Caire, en juin 1961, et surtout du premier sommet des États non-alignés à Belgrade, en septembre 1961. La politique du non-alignement était fondée sur les principes suivants : neutralité et non-alignement durant la guerre froide ; alignement en faveur des combattants des guerres de libération ; création d'un front commun permettant aux États non-alignés de mieux se connaître et d'affirmer leur nouvelle autorité à l'échelle planétaire.

Toutefois, les conférences au sommet ne pouvaient suffire à créer une alliance entre des pays qui venaient d'acquérir leur indépendance et se connaissaient très peu. C'est pour pallier cette méconnaissance mutuelle entre États non-alignés et États du tiers-monde que la diplomatie égyptienne a souhaité participer

activement aux sommets des non-alignés et mettre en place une série de conférences au niveau des experts et des diplomates. Notre méconnaissance de l'Amérique latine, et réciproquement celle de l'Amérique latine des problèmes arabo-africains, nous a conduits à établir avec le Mexique un cadre qui permettrait de tenir des réunions annuelles entre des diplomates et des experts des deux continents. La première conférence afro-latino-américaine s'est tenue au Caire en 1982, et les suivantes alternativement à Mexico en 1984 et 1989, et au Caire en 1987 et 1991.

Le succès de ces conférences a amené la diplomatie égyptienne à reproduire l'expérience avec la Chine – à Pékin en 1987 et au Caire en décembre 1988 –, avec le Japon en 1987 et avec la Corée en 1988. Ces conférences ont permis à nos diplomates de mieux connaître les pays d'Asie et de contrebalancer l'eurocentrisme qui dominait toujours la politique étrangère égyptienne. La diplomatie égyptienne a tenté de contrer l'affaiblissement du non-alignement au lendemain de la guerre froide, dans le cadre du Groupe des Quatre, créé à Paris en 1989, et du Groupe des Quinze, créé à Belgrade la même année. Leur efficacité est malheureusement restée très relative.

C'est cette activité à l'échelle des non-alignés et des pays du Tiers Monde qui a permis à l'Égypte de maintenir son influence à l'échelle planétaire, influence qu'elle avait établie lors de la décolonisation des États afro-asiatiques et qui a décru progressivement du fait, dans un premier temps, de la proclamation des indépendances et, dans un second temps, de la fin de la guerre froide.

Il est clair, aujourd'hui, que le non-alignement est moribond. Les non-alignés ont beau continuer à se réunir, il n'en demeure pas moins que les trois grands objectifs de ce mouvement – équidistance entre les deux grandes superpuissances en guerre froide, alignement et soutien aux guerres de libération, refus d'installation de bases militaires – n'ont plus de raison d'être. La guerre froide est terminée, tout comme les guerres de libération, les bases militaires, du fait des nouvelles technologies et des fusées intercontinentales, ont perdu une partie de leur importance stratégique. Cela étant, il faut déplorer que les non-alignés n'aient pas su se